

Ecole polytechnique
Direction des Achats

MARCHE PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES



Maintien, évolution et optimisation du site Programmes de l'Ecole polytechnique

Cahier des Clauses Particulières (CCP)









Consultation n°

MX24-034





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	4
4.	DURÉE DU CONTRAT	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	5
6.	DETAIL DES PRESTATIONS	9
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
8.	PENALITES	17
9.	FIN DU CONTRAT	18

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Maintien, évolution et optimisation du site Programmes de l'Ecole polytechnique
	Acheteur	Ecole polytechnique
	Type de contrat	Marché composite de services passé en application de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique
	Structure	5 postes
	Lieu d'exécution	Ecole polytechnique Route de Saclay 91128 PALAISEAU CEDEX
	Durée du contrat	48 Mois
	Variation des prix	Fermes et révisables (Article 5.1 du présent CCP)
	Nature des prix	Prix forfaitaires et Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché passé en procédure adaptée (Article R2123-1 1° et articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Techniques de l'Information et de la Communication du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le présent marché porte sur le maintien, l'évolution et l'optimisation du site Programmes de l'Ecole polytechnique. La direction marketing souhaite faire appel aux services d'un prestataire externe pour s'assurer du maintien du site, de sa mise à jour et de son évolution mais également de l'hébergement du serveur en France.

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4 du CCAG TIC, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le présent CCP et son annexe « Clause de confidentialité » ;
- le CCAG Techniques de l'information et de la communication (arrêté du 30 mars 2021) ;
- les bons de commande ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra. En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans un document de même rang, le document le plus récent prévaudra si celui-ci a été validé par les deux parties. De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché ne sera admise.

■ Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Ecole polytechnique**, représenté par Laura Chaubard Ingénieure générale de 1^{ère} classe de l'armement et présidente du conseil d'administration par intérim.

Adresse et coordonnées :

Direction des Achats
Ecole polytechnique
Route de Saclay
91128 Palaiseau
Téléphone : 0169333230

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Le contrat est décomposé comme suit en cinq postes :

Poste 1 : Audit de l'existant

Poste 2 : Hébergement et migration

Poste 3 : Maintenance préventive et maintenance évolutive mineure

Poste 4 : Maintenance curative et maintenance évolutive majeure

Poste 5 : Correction des erreurs

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un marché mixte de **services** à prix forfaitaires et à prix unitaires par le biais de bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations des postes concernés sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique (EJ, qui correspond au n° du bon de commande ou au n° de l'accord-cadre),
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,

- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC,
- le code du Service Exécutant (code SE : SFACT).

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : la responsable du service marketing ou son représentant.

■ **Modalités de commande :**

Les prestations relevant des postes 4 (maintenance curative et maintenance évolutive majeure) et 5 (correction des erreurs) sont exécutées sur demande expresse de l'acheteur. Elles donnent lieu à une rémunération à l'unité, sur la base des prix du Bordereau de Prix Unitaires.

Aucune intervention ne peut être engagée sans un ordre d'intervention émis conformément aux modalités définies ci-après :

- un ticket ouvert dans l'outil de support ou de gestion des incidents de l'acheteur,
- un courriel émis par l'acheteur,
- un document interne validé par l'acheteur (fiche d'intervention, formulaire interne),
- un mini-devis du titulaire validé par écrit par l'acheteur.

La validation écrite de l'acheteur, quel que soit le support, vaut ordre de service et autorise le titulaire à intervenir.

Le titulaire tient à jour un relevé mensuel des interventions réalisées, indiquant :

- les ordres d'intervention exécutés,
- les temps consommés,
- les montants imputés au bon de commande cadre,
- le solde restant disponible.

Ce relevé est transmis chaque mois à l'acheteur pour validation.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Les bons de commande doivent être notifiés pendant la période de validité du marché et sont exécutés jusqu'à leur terme. Toutefois, la durée maximale des bons de commande ne peut pas dépasser trois (3) mois après la fin de la durée de validité du marché.

4. DURÉE DU CONTRAT

■ **Durée :**

Le contrat est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de sa date de notification.

■ **Modalités de reconduction :**

Le contrat est reconductible de manière tacite 3 fois 12 mois, à la date anniversaire de sa notification. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire la contrat 1 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

■ **Reconduction anticipée du contrat :**

Si le montant maximum d'une période est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

Conformément à l'article 27 du CCAG TIC, l'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ **Clause de reconduction anticipée du contrat :**

Si le montant maximum d'un poste à bons de commande d'une période est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires** pour les prestations suivantes :

Poste n°1 : Audit de l'existant

Poste n°2 : Hébergement et migration

Poste n°3 : Maintenance préventive et maintenance évolutive mineure

Les prix du contrat sont **unitaires** pour les prestations suivantes :

Poste n°4 : Maintenance curative et la maintenance évolutive majeure

Poste n°5 : Correction des erreurs

■ **Contenu des prix :**

Les prix comprennent tous les frais du titulaire, y compris les frais généraux, frais de déplacement, charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix proposés au titre de la proposition financière incluent toutes les prestations demandées dans les documents du marché. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation supplémentaire n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur. Par conséquent, aucun supplément de prix ne sera accepté par l'Ecole polytechnique.

Toutes les interventions du titulaire sont garanties et soumises à une obligation de résultat sans supplément de facturation. Les prix du titulaire sont censés avoir pris en compte cette obligation.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les

prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

■ Variation des prix :

Les prix sont fermes pour toute la durée du contrat pour le poste n°1 : Audit de l'existant

Les prix pour les autres postes sont révisables à la hausse comme à la baisse par application de la formule de variation suivante : $P1 = P0 (0,15 + 0,85 \times (S1/S0))$

Dans laquelle :

P1 = représente le prix révisé,

P0 = représente le prix initial contractuel,

S0 = valeur de l'indice mensuel Syntec établi aux conditions économiques de base du marché (date limite fixée pour la remise de l'offre)

S1 = désigne le dernier indice SYNTEC publié à la date de révision annuelle.

L'index utilisé est le suivant :

Code index (I)	Libellé de l'index
SYN	Syntec (sociétés assujetties à la tva)

Les index sont publiés sur le MONITEUR.

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au mois de remise des offres.

Le premier calcul du coefficient de révision interviendra au début de la 2ème période du marché.

Le coefficient de révision sera calculé tous les 12 mois.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculé avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

■ Réfaction :

Conformément aux dispositions de l'article 34.3 du CCAG TIC, lorsqu'une prestation aura été effectuée de manière défectueuse, il y aura lieu d'appliquer une réfaction sur les prix correspondants, qui consiste en une réduction du prix proportionnellement à l'importance des imperfections constatées.

Les décisions de réfaction seront motivées par la personne représentant le pouvoir adjudicateur par un courrier envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire. Ces décisions ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été entendu.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Conformément à l'article R. 2191-16 du code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire indiqué dans l'Acte d'Engagement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Conformément à l'article 11.1 du CCAG TIC, l'option A s'applique : Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 30% si le fournisseur est une PME.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée dès 65% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET.

Elles sont adressées de manière électronique dans les conditions prévues par l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014.

Pour être en mesure de déposer ses factures, le titulaire devra fournir les informations suivantes :

- le numéro d'identification de l'Ecole polytechnique qui est le numéro SIRET suivant : 19911568400011
- la raison sociale de l'entreprise (ou le nom du propriétaire) ;
- l'adresse commerciale ;
- les références d'inscription au registre du commerce ;
- le numéro d'identification attribué au titulaire par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (N° SIREN) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro d'engagement juridique correspondant au n° du marché ;
- le code du **Service Exécutant** (code SE) : **SFACT** (service facturier).

Ces informations sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de son paiement.

En cas de modification des coordonnées bancaires du titulaire en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement ainsi que fournir un relevé d'identité bancaire aux pouvoirs adjudicateurs. La prise en compte de changement de coordonnées bancaires nécessite pour l'administration un délai d'un mois pour permettre d'effectuer le paiement. Si ce délai d'un mois n'est pas respecté, l'administration ne pourra être retenue responsable des éventuels retards de paiements.

Dès lors que la transmission de ses factures est bien prise en compte sur le portail Chorus pro, le titulaire de du marché public ne pourra plus utiliser la facturation papier. Le titulaire ne pourra utiliser de nouveau la facturation papier **qu'en cas de dysfonctionnement du système Chorus**.

Dans ce cas, il lui appartiendra d'apporter la preuve du dysfonctionnement et les factures seront traitées suivant les modalités de la remise de la facturation sur support papier.

Les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site « <https://chorus-pro.gouv.fr> ».

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations, mensuellement ou trimestriellement.

■ **Adresse de remise des demandes de paiement :**

La remise des demandes de paiement s'effectue sur le site de chorus pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> Le titulaire est payé par l'émission de factures correspondant aux prestations prévues dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

■ **Clause de sauvegarde :**

Si la révision des prix entraîne une augmentation supérieure à 3 % lors de la révision concernée, l'acheteur se réserve le droit de refuser l'application du nouveau tarif.

Si aucun accord ne peut intervenir entre les Parties, l'acheteur se réserve également la possibilité de résilier l'accord-cadre sans indemnité. Dans ce cas, un délai de trois mois de préavis est observé avant la résiliation effective, délai pendant lequel

6. DETAIL DES PRESTATIONS

6.1. Contexte

Bien que renommée en France depuis 1794, notamment auprès des candidats issus des classes préparatoires aux grandes écoles, l'École polytechnique cherche aujourd'hui d'atteindre une cible élargie à la fois en France et à l'international, notamment à cause d'une compétitivité internationale croissante entre les établissements d'excellence mondiaux.

Il est alors nécessaire de mettre en avant les différents programmes via la mise en place d'une stratégie de marketing digital. C'est dans cette optique que l'équipe a mis en ligne en 2019 le site Programmes.polytechnique.edu, entité indépendante du site institutionnel de l'Ecole et à visée purement marketing.

Ce site, sur Drupal, est aujourd'hui le pilier central de notre stratégie. Il a connu une première V2 durant l'été 2020, afin d'améliorer les performances du site (vitesse, SEO, lazy-load, etc.) mais également sa navigation et la mise en avant des contenus produits par l'équipe.

Suite à la fin du contrat avec l'agence actuelle, l'Ecole polytechnique est à la recherche d'une agence digitale capable de l'accompagner dans ses transformations et force de proposition dans les améliorations nécessaires sur le site. L'agence sera alors détentrice du code source du site et de son hébergement (obligatoirement en France). Le titulaire aura un rôle crucial et travaillera main dans la main avec l'équipe marketing et plus précisément avec le/la chargé de marketing digital.

6.2. Présentation de l'Ecole

L'École polytechnique associe recherche, enseignement et innovation au meilleur niveau scientifique et technologique. Sa formation promeut une culture d'excellence à forte dominante en sciences, ouverte sur une grande tradition humaniste.

À travers son offre de formation – Bachelor of Science, Cycle ingénieur polytechnicien, Master of Science and Technology (plusieurs programmes), programme doctoral, Executive Master et programmes de formation continue – l'École polytechnique forme des décideurs à forte culture scientifique pluridisciplinaire en les exposant à la fois au monde de la recherche et à celui de l'entreprise. Avec ses laboratoires qui, à une exception, sont des unités mixtes de recherche avec le CNRS, le Centre de recherche de l'X travaille aux frontières de la connaissance sur les grands enjeux interdisciplinaires scientifiques, technologiques et sociétaux.

6.3. Description de l'existant

- Le Pôle marketing bénéficie aujourd'hui d'un site « responsive » : programmes.polytechnique.edu. Ce site a été créé en 2019 pour répondre aux enjeux de visibilité de l'Ecole ainsi que de la promotion des programmes de l'X. Il s'agit d'un site sur le CMS Drupal et c'est aujourd'hui l'outil phare pour le marketing digital. En été 2020 a eu lieu une V2 du site, afin d'améliorer à la fois les performances du site, mais également son UX et sa légalité, en instaurant par exemple le gestionnaire de cookies recommandé par la CNIL, « Tarte au citron ».

- Fin 2021, le site est passé sous Drupal 9 pour suivre le support du CMS, le site étant développé sur une base de Drupal 8 et dont nous suivons l'évolution de Drupal à la fin du support de Drupal 9 depuis Novembre 2023.

- En Février/ Mars 2022, une refonte graphique et fonctionnelle a été effectuée pour harmoniser les différents sites de l'école polytechnique. Une mise à jour du gestionnaire de cookies et de la gestion des données devra être effectuée pour respecter les demandes de la CNIL de Février 2022.

6.4. Prestations attendues

Les prestations sont décomposées en cinq postes :

6.4.1 Poste 1 : Audit de l'existant

Il est attendu que le titulaire fournisse un audit de l'existant (code, recette, responsive et Core web vitals, UI et UX) incluant des corrections liées aux anomalies existantes et évolutions antérieures sous le format d'un rapport d'audit écrit comprenant :

- Contexte et périmètre
- Inventaire de l'existant
- Analyse critique
- Recommandations
- Plan d'action
- Annexes éventuelles

Ce rapport d'audit doit être fourni dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification.

Les objectifs sont d'obtenir une vision complète, fiable et exploitable du système afin :

- D'identifier les risques, faiblesses et contraintes,
- De comprendre l'architecture et les processus actuels,
- De disposer de recommandations concrètes et priorisées,
- De préparer les postes suivants (migration, hébergement, maintenance).

6.4.2 Poste 2 : Hébergement et migration

Il est attendu que le titulaire prenne en charge la mise en place d'une solution d'hébergement fiable, sécurisée et évolutive afin de garantir la disponibilité et la performance du site web. Il s'agit également d'assurer la migration complète de l'existant vers la nouvelle infrastructure, incluant le transfert des fichiers, des bases de données, des configurations et des services associés. Cette migration doit être réalisée de manière transparente, avec un minimum d'interruption, tout en assurant la compatibilité, la sauvegarde des données et l'optimisation de l'environnement final.

6.4.3 Poste 3 : Maintenance préventive et maintenance évolutive mineure

Dans le cadre du présent marché, les prestations attendues concernant le site Programmes.polytechnique.edu sont les suivantes :

Assurer la disponibilité, les performances et la maintenance du site « Programmes.polytechnique.edu ».

Le titulaire sera ainsi, en termes d'entretien, amené à fournir :

- une maintenance préventive (mise à jour régulières pour prévenir les failles de sécurité),
- une maintenance évolutive (évolutions mineures du CMS)

Les mises à jour devront comprendre la mise à jour de tous les modules installés sur le site et assurer une non régression des fonctionnalités.

Les mises à jour du site ou des fonctionnalités nécessitant la validation au préalable par l'Ecole

Polytechnique devront passer par un recettage en préproduction avant validation finale et passage en production.

Le titulaire assurera la réversibilité, la transférabilité et la sauvegarde (quotidienne) des données.

Il est attendu qu'à l'ajout de nouvelles fonctionnalités le prestataire forme le/la chargé.e de marketing digital.

Une documentation des fonctionnalités front et back office devra être tenue à jour au fur et à mesure des dites mises à jour.

Le/la chargé.e de projet désigné par le titulaire, référent pour ce marché devra être disponible à tout moment de la journée en semaine (par email et par téléphone) pour répondre aux questions de le/la chargé.e de marketing digital et pouvoir rétablir la mise en ligne du site en urgence. Le Pôle marketing attend donc une grande flexibilité et une très forte réactivité de la part du titulaire.

Le chargé de projet de l'agence devra entrer en contact avec la chargée de marketing digital en urgence s'il/elle observe des ralentissements ou dysfonctionnements afin de proposer des rectifications.

6.4.4 Poste 4 : Maintenance curative et maintenance évolutive majeure

Dans le cadre du présent marché, les prestations attendues concernant le site Programmes.polytechnique.edu sont les suivantes :

Assurer la disponibilité, les performances et la maintenance du site « Programmes.polytechnique.edu ».

Le titulaire sera ainsi, en termes d'entretien, amené à fournir :

- une maintenance curative (réparer les défaillances dans des délais contractualisés),
- une maintenance évolutive (évolutions majeures du CMS)

Les mises à jour devront comprendre la mise à jour de tous les modules installés sur le site et assurer une non régression des fonctionnalités.

Les mises à jour du site ou des fonctionnalités nécessitant la validation au préalable par l'Ecole polytechnique devront passer par un recettage en préproduction avant validation finale et passage en production.

Le titulaire assurera la réversibilité, la transférabilité et la sauvegarde (quotidienne) des données.

Il est attendu qu'à l'ajout de nouvelles fonctionnalités le titulaire forme le/la chargé.e de marketing digital.

Une documentation des fonctionnalités front et back office devra être tenue à jour au fur et à mesure des dites mises à jour.

Le/la chargé.e de projet désigné par le titulaire référent pour ce marché devra être disponible à tout moment de la journée en semaine (par email et par téléphone) pour répondre aux questions de le/la chargé.e de marketing digital et pouvoir rétablir la mise en ligne du site en urgence. Le Pôle marketing attend donc une grande flexibilité et une très forte réactivité de la part du titulaire.

Le chargé de projet désigné par le titulaire devra entrer en contact avec la chargée de marketing digital en urgence s'il/elle observe des ralentissements ou dysfonctionnements afin de proposer des rectifications.

6.4.5 Poste 5 : Correction des erreurs

Les mises à jour correctives des erreurs bloquantes devront être communiquées à l'Ecole polytechnique dans un délai de 5 jours ouvrés à compter du signalement de l'erreur par le/la chargé.e de marketing digital adressé par courrier électronique, l'avis de réception du courrier électronique faisant foi. La correction des erreurs traite du temps maximum entre la notification d'une erreur bloquante et la notification de sa correction par le titulaire.

6.5 Rappel des prestations attendues

- Hébergement du site en France.
- Maintenance du site.
- Gestion du code source.
- Mise à jour demandées par l'équipe marketing.
- Réversibilité, transférabilité et sauvegarde des données.
- Conseils et recommandations sur les améliorations possibles du site.
- Gestion et optimisation du gestionnaire de cookies RGPD ;
- Suivi et conseil concernant les règles mises en place par la CNIL.
- Maintenance par devis sur la base des prix indiqués au Bordeau de Prix Unitaires (BPU).
- Mise en place des tagages de campagnes marketing
- Surveillance de l'optimisation de la remontée de données entre Salesforce et le site Programmes

6.6 Réunion de lancement

Une réunion de lancement est organisée dans les 15 jours qui suivent la notification du contrat avec les représentants respectifs du titulaire et de l'Ecole polytechnique. La réunion a pour objet de mettre au point et de confirmer les détails organisationnels, financiers et les modalités d'exécution des prestations conformément aux stipulations du présent CCP.

6.7 Suivi, vérification et admission des prestations

Par dérogation à l'article 33.2 du CCAG TIC la décision d'admission est prise par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son délégataire qui dispose d'un délai de 15 jours ouvrés maximum à compter de la livraison des prestations pour effectuer l'ensemble des vérifications. Si aucune observation n'est formulée durant ce délai, l'admission est réputée acquise. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur ou son délégataire pourra prononcer l'ajournement, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ou il prononce le rejet partiel ou total des prestations.

6.8 Développement durable

■ Flux de données :

Dans l'éventualité où des documents seraient échangés au format papier, il est demandé au titulaire une optimisation des documents produits dans la mesure où ces derniers sont amenés à être imprimés. En ce sens voici quelques exemples d'optimisation du document : lisibilité équivalente en noir et blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur sans plus-values, utilisation de police de caractères « light » ou écologiques (types Ecofont ou équivalent) ou encore une optimisation de la mise en page afin de réduire les marges et espaces et donc le nombre de pages.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales

7 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat, le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du Code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- De couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie fournie lors de la notification du marché, conformément à l'article L.241-1 du Code des assurances.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies, le cas échéant, lors de la consultation, demeurent en vigueur.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

■ Changement de situation du titulaire :

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Ecole polytechnique les modifications survenant au cours de l'exécution de marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son capital social ;

et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que l'Ecole polytechnique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement qui pourraient résulter d'un défaut d'information.

■ Protection de la main-d'œuvre :

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ Réparation des dommages :

Les dommages causés de toute nature au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages causés de toute nature au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de

l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

■ **Demande d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ Confidentialité et sécurité :

Les prestations à exécuter se situent dans une enceinte militaire et, de ce fait, intéressent la Défense ; l'entreprise doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG TIC. En cas de violation de ces obligations, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

b) Contrôle d'accès

Dans le cadre des dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des titulaires des marchés intéressant la Défense nationale, le titulaire déclare avoir pris connaissance des éléments suivants.

Les prestations à exécuter se situent dans une enceinte militaire et, de ce fait, intéressent la Défense ; le titulaire doit avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal et des dispositions de l'arrêté du 18 avril 2005 relatif aux conditions de protection du secret et des informations concernant la Défense nationale et la sûreté de l'État dans les contrats. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à fournir à l'officier de sécurité de l'École polytechnique, dans les 15 (quinze) jours précédant les prestations la liste des personnels de sa société susceptibles d'intervenir sur le site de l'École polytechnique mentionnant :

- le nom,
- les prénoms,
- la date de naissance,
- le lieu de naissance,
- l'adresse du domicile personnel,

-la fonction

Afin d'établir les badges nominatifs des personnels listés, le titulaire s'engage à fournir au bureau sécurité dans les mêmes délais :

-le fichier dématérialisé de la carte d'identité ou du passeport des intéressés

-le document CAZ renseigné en version PDF modifiable

Les personnels se présenteront le jour de leur arrivée sur le site de l'Ecole polytechnique au bureau des badges afin de réaliser celui-ci. Le port du badge apparent est obligatoire sur le site, les personnes qui n'en seront pas munies ne pourront pas pénétrer sur le site dans le cadre du présent marché. Le titulaire doit supporter toutes les conséquences d'un refus ou retrait d'accès de la part de l'officier de sécurité de l'École polytechnique sans que celui-ci n'ait à en faire connaître le motif.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par

- l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

8 PENALITES

8.1 Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, les pénalités sont les suivantes et sont appliquées sans mise en demeure ou observations de la part de l'acheteur, sur simple constat du retard. Les pénalités définies au contrat sont cumulables.

Les pénalités s'entendent sur tous les jours ouvrés hors période de fermeture de l'Ecole polytechnique et sont hors champ d'application de la TVA.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour non-respect de la clause environnementale	En cas de non-respect d'une des clauses environnementales, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 € HT sans mise en demeure.
Pénalité pour manque de réactivité	<p>Dans le cas où le chargé de projet ou son remplaçant nommé par le titulaire ne répondrait pas aux requêtes de l'Ecole polytechnique (appels téléphoniques, courriels, ...) sous 24 heures, le titulaire recevra un courrier électronique de mise en demeure le sommant d'accéder aux requêtes des utilisateurs. L'avis de réception du courrier électronique faisant foi.</p> <p>Dans le cas où cette mise en demeure resterait sans effet 48 heures après l'accusé de réception l'Ecole polytechnique appliquera une pénalité forfaitaire de 50 € (cinquante euros) par jour jusqu'à l'obtention des réponses aux requêtes. Au-delà, le représentant du pouvoir adjudicateur résiliera de plein droit le marché nonobstant le paiement de la pénalité.</p>
Pénalité pour non-respect du délai pour la correction des erreurs	Dans le cas où le titulaire ne respecte pas le délai de 5 jours ouvrés maximum à compter du signalement de l'erreur par le/la chargé.e de marketing digital, l'Ecole polytechnique appliquera une pénalité forfaitaire de 150 € (cent cinquante euros) par jour jusqu'à l'obtention de la mise à jour corrective.
Pénalité pour non-respect du délai de remise du livrable de l'audit	Dans le cas où le titulaire ne respecte pas le délai de 1 mois maximum à compter de la date de notification, l'Ecole polytechnique appliquera une pénalité forfaitaire de 150 € (cent cinquante euros) par jour jusqu'à l'obtention du livrable de l'audit.
Pénalité pour absence à la réunion de lancement	En cas d'absence à la réunion de lancement, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 €.
Pénalité pour non remise du relevé mensuel des interventions	En cas de non remise du relevé mensuel des interventions, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

8.2 Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 54 du CCAG TIC s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises> <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

TA de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
78011 Versailles
Téléphone : 0139205400
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9 **FIN DU CONTRAT**

Les dispositions du CCAG TIC relatives à la résiliation du marché sont applicables sauf dérogations.

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.1 du CCAG TIC.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire. Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. À cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Maintenance :**

La maintenance est prévue et comprend les interventions demandées par l'acheteur, en cas de fonctionnement défectueux de l'un quelconque des éléments faisant l'objet du contrat, ainsi que l'entretien préventif.

L'acheteur ne peut faire effectuer les opérations de maintenance non prévues par le contrat qu'après accord du titulaire.

Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux de l'acheteur, les interventions s'effectuent à

l'intérieur d'une plage horaire mentionnée appelée période d'intervention.

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant cette période qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'acheteur assure au personnel du titulaire chargé de la maintenance qu'il a autorisé l'accès à ses locaux.

Il peut retirer son agrément par une décision motivée dont il informe le titulaire. Pendant leur présence dans les locaux de l'acheteur, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par l'acheteur.

Liste des dérogations au CCAG Techniques de l'information et de la communication :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du CCP déroge à l'article 4 du CCAG

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.1 du CCP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG

La rubrique *Suivi, vérification et admission des prestations* de l'article 6.6 du CCP déroge à l'article 33.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités* de l'article 8.1 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[CCAG Techniques de l'information et de la communication \(TIC\) du 30 mars 2021](#)